

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/Q/NGA/1
IP/Q2/NGA/1
IP/Q3/NGA/1
IP/Q4/NGA/1
8 juin 2004

(04-2449)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

EXAMEN DE LA LÉGISLATION

NIGÉRIA¹

Le présent document contient la déclaration liminaire faite par la délégation du Nigéria, les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a données dans le cadre de l'examen de la législation entrepris par le Conseil à sa réunion du 5 au 7 mars 2002.²

I. DÉCLARATION LIMINAIRE

L'examen des lois de propriété intellectuelle du Nigéria engagé par le Conseil aujourd'hui offre à notre pays l'occasion de mettre en lumière les efforts qu'il déploie dans un certain nombre de domaines en vue d'adapter sa législation nationale, existante et future, aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC de l'OMC. Nous sommes convaincus que le système de propriété intellectuelle constituera la pierre angulaire d'une politique économique moderne et un catalyseur du développement au Nigéria. Cette conviction repose sur la manière dont nous concevons ce système, c'est-à-dire un vecteur de plus en plus important du développement durable dans les sociétés fondées sur les connaissances des pays en développement de ce nouveau millénaire.

A. CADRE JURIDIQUE ACTUEL

Le Nigéria s'est engagé à adopter les normes de protection prévues dans l'Accord sur les ADPIC et à faire respecter les droits de propriété intellectuelle lorsque le GATT de 1947 est devenu l'OMC et que le Nigéria a adhéré à l'Accord sur les ADPIC. Dans notre pays, le Ministère du commerce est responsable de l'administration du système de propriété intellectuelle par le truchement du Service d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce, des brevets et des dessins et modèles, alors que les questions de droit d'auteur relèvent de la compétence de la Commission du droit d'auteur du Nigéria, placée sous la tutelle du Ministère de la culture. Ces deux organes visent à garantir le respect des principes de base ancrés dans l'Accord sur les ADPIC, la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

¹ S'agissant des lois et réglementations notifiées par le Nigéria au titre de l'article 63:2 de l'Accord, il est fait référence aux documents IP/N/1/NGA/1 et 2, IP/N/1/NGA/C/1 à 5, IP/N/1/NGA/D/1, IP/N/1/NGA/I/1 à 3, IP/N/1/NGA/P/1 et IP/N/1/NGA/T/1 et 2.

² Le compte rendu de cette réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/35.

La législation du Nigéria est composée d'un cadre juridique établi en vertu de diverses lois, destinées à mettre en œuvre les objectifs et les règles fixés en matière de protection et de respect des droits de propriété intellectuelle, notamment:

- a) la Loi sur les brevets et les dessins et modèles (chapitre 344, Lois de la Fédération du Nigéria, 1990), qui régit les brevets et les dessins et modèles. Cette loi établit des dispositions juridiques concernant la protection des inventions qui satisfont au critère de nouveauté, sont le fruit d'une activité inventive et sont susceptibles d'application industrielle dans le cas des brevets d'invention; s'agissant des dessins et modèles, elle autorise l'enregistrement d'un dessin ou modèle si celui-ci est nouveau et s'il n'est pas contraire à l'ordre public ou à la morale, les dessins textiles étant inclus. Les brevets d'invention ont une durée de validité de 20 ans, sous réserve du paiement des taxes annuelles de renouvellement prescrites. Les brevets de dessins et modèles ont une durée de validité initiale de cinq ans à compter de la date de la demande d'enregistrement, sous réserve du paiement de la taxe prescrite; ils sont renouvelables deux fois;
- b) la loi sur les marques de fabrique ou de commerce (chapitre 436, Lois de la Fédération du Nigéria, 1990), qui régit l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce. Cette loi établit la protection juridique des marques qui ont un caractère distinctif. L'enregistrement a une durée de validité initiale de sept ans à compter de la date de la demande, dès lors qu'il a fait l'objet d'une procédure de publication et d'opposition éventuelle, après quoi il peut être renouvelé à des intervalles de 14 ans sous réserve du paiement de la taxe prescrite;
- c) la Loi modifiée sur le droit d'auteur (chapitre 68, Lois de la Fédération du Nigéria, 1990), qui régit la protection des œuvres littéraires, musicales et artistiques, des œuvres cinématographiques, des enregistrements sonores et des radiodiffusions. Ces œuvres bénéficient d'une protection juridique à condition d'être originales, d'avoir été fixées sur un support déterminé, de ne pas avoir été conçues comme un modèle destiné à être reproduit selon un procédé industriel et de ne pas porter atteinte au droit d'auteur protégeant une autre œuvre.

B. UN CADRE JURIDIQUE CONFORME À L'ACCORD SUR LES ADPIC

Le Nigéria travaille actuellement à la modification de ses lois de propriété intellectuelle afin de les mettre en conformité avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Le gouvernement fédéral du Nigéria a approuvé l'amendement des lois nationales de propriété intellectuelle afin que celles-ci soient pleinement conformes à l'Accord sur les ADPIC. Il a aussi approuvé la création de la Commission de la propriété intellectuelle du Nigéria (IPCON) en vue de renforcer et de rationaliser l'administration du système de propriété intellectuelle. Le projet de loi est en cours d'élaboration et sera bientôt soumis à l'Assemblée nationale pour adoption. La Commission de la propriété intellectuelle devrait être chargée de l'administration du droit d'auteur, des brevets, des dessins et modèles, des marques de fabrique ou de commerce et de tous les autres aspects de la propriété intellectuelle. Elle sera établie au milieu de cette année [2002]. Le Nigéria aurait besoin d'urgence d'une assistance technique pour doter la Commission en équipement et former le personnel qui assurera un bon fonctionnement de cet organisme. Nous appelons à cet égard l'OMC, L'OMPI, la CNUCED et d'autres organisations à nous prêter leur concours pour ce projet.

C. LOI SUR LES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

Un comité établi par le Ministre du commerce en collaboration avec le Ministère fédéral de la justice a élaboré un projet de loi abrogeant la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et contenant des dispositions nouvelles relatives aux marques de fabrique ou de commerce et questions connexes. Ce projet de loi a été établi avec l'aide de l'OMPI, qui a soumis des observations et des suggestions sur les domaines qui devaient être modifiés pour que les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC soient respectées. Il contient des dispositions sur les indications géographiques, les marques notoirement connues, les marques de service et les mesures à la frontière, les autorités douanières étant autorisées à saisir des marchandises de contrefaçon. La Loi sur les brevets et les dessins et modèles est elle aussi en cours de modification avec l'aide de l'OMPI.

D. VARIÉTÉS VÉGÉTALES

Un projet de loi visant à protéger les variétés végétales ainsi que les droits des agriculteurs et des obtenteurs est actuellement en cours de rédaction. Il sera soumis à l'OMPI pour d'éventuelles observations et suggestions avant d'être présenté à l'Assemblée nationale pour adoption.

Le Nigéria n'a pas pu modifier plus tôt ces lois en rapport avec l'Accord sur les ADPIC car l'administration militaire ne considérait pas ces questions comme urgentes. Aujourd'hui, le régime en place est un régime démocratique, qui est pleinement conscient de ses obligations internationales et a approuvé au plus haut niveau la modification de ces lois. Nous espérons que ces éléments d'information permettront de donner un bon aperçu du régime de propriété intellectuelle en vigueur au Nigéria, ainsi que des efforts déployés pour aligner la législation sur les dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

La délégation du Nigéria a reçu des questions des États-Unis, des Communautés européennes et de leurs États membres, du Canada, du Japon et de la Suisse dans le cadre de cet examen. Les réponses à ces questions sont en passe d'être parachevées et seront transmises au Secrétariat dans le courant de la semaine. Je suis accompagné aujourd'hui du directeur du service d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce, des brevets et des dessins et modèles, qui est arrivé d'Abuja ce matin, et qui pourra fournir de plus amples renseignements si nécessaire.

Pour conclure, nous aimerions saisir cette occasion pour assurer à nouveau les Membres de l'engagement du Nigéria en faveur du système commercial multilatéral d'une manière générale, et du respect de ses obligations dans le cadre de l'OMC en particulier.

II. RÉPONSE À UNE QUESTION POSÉE PAR L'AUSTRALIE

BREVETS (Y COMPRIS LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES)

Comment votre pays protège-t-il les obtentions végétales, ainsi que le prescrit l'article 27:3 b)? Si votre législation est fondée sur le système de l'UPOV, de quel Acte de l'UPOV s'inspire-t-elle? Les obtentions végétales peuvent-elles être protégées par un brevet dans votre pays?

Le Nigéria ne protège les végétaux ni par des brevets ou par un système *sui generis*. Cependant, un projet de loi visant à conférer une forme de protection aux variétés végétales est à l'étude.

III. RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE CANADA

1. Prière d'indiquer comment les obligations relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC) ont été exécutées.

La réponse à cette question figure dans le document intitulé "Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits – Réponses du Nigéria", distribué aux Membres de l'OMC sous la cote IP/N/6/NGA/1.

2. Quelle est la protection que votre législation sur le droit d'auteur confère aux "œuvres étrangères"?

Le droit d'auteur est conféré à l'égard de toute œuvre si, à la date de la première publication, au moins l'un des auteurs est citoyen d'un pays, est domicilié dans un pays, ou est une personne morale établie par ou en vertu de la législation d'un pays, qui est lié par une obligation découlant d'un traité ou autres accords internationaux auxquels le Nigéria est partie. Voir l'article 4A 1) de la Loi sur le droit d'auteur.

IV. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et la nutrition et pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour votre développement socioéconomique et technologique, mentionnées à l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, veuillez expliquer de quelle manière ces mesures sont compatibles avec les dispositions dudit accord.

L'annexe I de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles, Parties I et II (telle que notifiée), traite essentiellement de la concession des licences obligatoires et de l'utilisation des brevets pour le compte d'organismes publics. Elle prescrit également les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et la nutrition et pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour notre développement socioéconomique et technologique, visées à l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC (1994).

Concession de licences obligatoires (Partie I)

L'article premier de l'annexe I dispose que, à tout moment après l'expiration d'un délai de quatre ans suivant le dépôt d'une demande de brevet ou de trois ans suivant l'octroi du brevet, l'échéance la plus tardive étant retenue, toute personne intéressée pourra demander en justice la concession d'une licence obligatoire en faisant valoir l'un des motifs ci-après:

- a) l'invention brevetée de nature à être exploitée au Nigéria n'a pas été exploitée;
- b) le degré d'exploitation effectif de l'invention brevetée au Nigéria ne satisfait pas la demande concernant le produit à des conditions raisonnables;
- c) l'exploitation au Nigéria de l'invention brevetée est entravée ou empêchée par l'importation de l'article breveté;

- d) en raison du refus du titulaire du brevet de concéder des licences à des conditions raisonnables, la création ou le développement d'activités industrielles ou commerciales au Nigéria est injustement et notablement restreint(e).

L'article 2 de l'annexe prévoit que, lorsqu'une invention protégée par un brevet au Nigéria ne peut être exploitée sans porter atteinte aux droits découlant d'un brevet accordé à la suite d'une demande plus ancienne ou bénéficiant d'une priorité antérieure obtenue à l'étranger, une licence obligatoire pourra être concédée dans la mesure nécessaire à son exploitation, à condition que l'invention:

- a) ait une utilité industrielle différente de celle de l'invention qui fait l'objet du premier brevet; ou
- b) représente un progrès technique important par rapport à la première invention.

Lorsque les deux inventions susvisées ont la même utilité industrielle, une licence obligatoire sera accordée en vertu du présent article à la seule condition qu'une licence obligatoire soit également accordée au titulaire du premier brevet, s'il en fait la demande, pour exploiter le second brevet.

Lorsqu'il est saisi d'une demande d'octroi de licence obligatoire, le tribunal doit d'abord examiner la question de l'octroi, puis, s'il décide d'y faire droit et que les parties ne peuvent s'entendre, il en fixe les modalités (notamment une redevance adéquate, eu égard à l'importance de l'exploitation prévue), qui seront réputées constituer un contrat valable entre les parties.

Article 13: Sur décret publié au Journal officiel déclarant que certains produits et procédés brevetés (ou certaines catégories d'entre eux) ont une importance vitale pour la défense ou l'économie du Nigéria, ou pour la santé publique, le Ministre peut disposer que des licences obligatoires pourront être concédées avant l'expiration du délai visé à l'article premier et il pourra en autoriser l'importation.

Utilisation de brevets pour le compte d'organismes publics

- 1) Lorsqu'un Ministre est convaincu qu'il en va de l'intérêt général, il peut autoriser toute personne intéressée à acheter, fabriquer, exploiter ou vendre tout article ou invention breveté pour le compte d'un organisme public au Nigéria.
 - a) L'autorisation du Ministre peut être accordée avant ou après l'octroi du brevet correspondant;
 - b) avant ou après l'accomplissement des actes pour lesquels l'autorisation est accordée; et
 - c) à toute personne concernée ou rémunérée par le titulaire du brevet pour utiliser, exploiter ou vendre l'article ou l'invention breveté.
- 2) Les articles 15 et 16 de la même annexe prévoient que l'octroi d'une licence obligatoire par le Ministre aura pour effet d'exempter:
 - a) les pouvoirs publics;
 - b) toute personne autorisée à acheter, fabriquer, exploiter ou vendre l'article breveté;
 - c) tout fournisseur des pouvoirs publics ou d'une telle personne;

d) tout employé d'un tel fournisseur,

de toute responsabilité en cas d'atteinte à un brevet concernant l'article ou l'invention visés et de l'obligation de verser au titulaire du brevet une redevance ou autre forme de paiement.

En tout état de cause, le projet de loi prend en compte l'article 31 f) de l'Accord sur les ADPIC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la protection des droits d'auteur exclusifs pour ce qui est des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'il est spécifié à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, article en vertu duquel les Membres sont tenus de se conformer aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne (1971) et à l'annexe de ladite convention?

La législation qui assure la protection des droits d'auteur au Nigéria est la Loi sur le droit d'auteur. Elle protège six catégories d'œuvres, dont les œuvres littéraires et artistiques qui sont définies de manière très large. Ses dispositions sont pleinement conformes aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne (1971) et à l'annexe de ladite convention, comme le prescrit l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC.

3. Pourriez-vous décrire la protection accordée aux auteurs de programmes d'ordinateur, de bases de données ou de compilations de données?

- a) Les programmes d'ordinateur sont définis en tant qu'œuvres littéraires et protégés comme tels en vertu de la Loi sur le droit d'auteur. Les auteurs d'œuvres littéraires jouissent du droit exclusif de contrôler l'accomplissement des actes énumérés ci-après:
- i) reproduire l'œuvre sous une forme matérielle;
 - ii) publier l'œuvre;
 - iii) représenter ou exécuter l'œuvre en public;
 - iv) produire, reproduire, représenter ou exécuter ou publier une traduction de l'œuvre;
 - v) réaliser un film cinématographique ou un enregistrement portant sur l'œuvre;
 - vi) diffuser ou communiquer l'œuvre au public au moyen d'un haut-parleur ou de tout autre dispositif analogue;
 - vii) faire une adaptation de l'œuvre;
 - viii) mettre en circulation dans le public, à des fins commerciales, des exemplaires de l'œuvre, dans le cadre d'un contrat de location, de location-vente ou de prêt, ou d'un contrat analogue;

ix) accomplir par rapport à une traduction ou une adaptation de l'œuvre l'un des actes mentionnés à propos de l'œuvre aux alinéas i) à iv) du présent paragraphe.

b) Les compilations de données sont protégées en tant qu'œuvres littéraires.

4. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit un droit de location et, dans l'affirmative, préciser les œuvres auxquelles elle s'applique?

La législation prévoit effectivement un droit de location. Elle s'applique aux œuvres littéraires et musicales, aux films cinématographiques, aux enregistrements sonores et radiodiffusions. Dans tous ces cas, le titulaire a le droit exclusif de mettre en circulation dans le public, à des fins commerciales, des exemplaires de l'œuvre, au moyen de la location, la location-vente, le prêt ou autre méthode de distribution des œuvres cinématographiques. Voir l'article 37.4 de la Loi et des Règlements relatifs au droit d'auteur (location de bandes vidéo) de 1999, tels que notifiés.

5. Pourriez-vous décrire les droits dont les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes (enregistrements sonores) et les organismes de radiodiffusion bénéficient en vertu de votre législation?

L'artiste interprète ou exécutant a un droit de contrôle exclusif, à l'égard de son interprétation ou exécution, sur les actes ci-après:

- a) représentation ou exécution;
- b) enregistrement;
- c) radiodiffusion en direct;
- d) reproduction sous toute forme matérielle; et
- e) adaptation de la représentation ou de l'exécution.

6. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des limitations ou exceptions pour chacun des droits spécifiés plus haut conformément aux dispositions pertinentes des conventions de Berne et de Rome et compte tenu des articles 13 et 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?

La législation prévoit effectivement des limitations ou exceptions. Voir l'article 5.1 de la Loi sur le droit d'auteur et son annexe II, telles que notifiées.

7. Pourriez-vous préciser la durée de la protection offerte pour chacun des droits mentionnés plus haut et l'œuvre ou l'objet auquel elle s'applique?

La durée de protection offerte est indiquée à l'article 2.2 et dans l'annexe I de la loi notifiée.

8. Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation accorde la protection rétroactive prévue conformément à l'article 18 de la Convention de Berne (cette obligation découle de l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC) et à l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?

Du fait de l'application conjuguée de l'article 40 et de l'annexe 5 de la Loi, les dispositions de la Loi (y compris toute la protection qu'elle confère) s'appliquent à l'égard des œuvres réalisées avant l'entrée en vigueur de la Loi "de la même façon qu'[elles] s'applique[nt] en ce qui concerne les œuvres réalisées après cette entrée en vigueur".

De même, la Loi prévoit qu'une action pour atteinte au droit d'auteur peut être engagée même si l'atteinte présumée a eu lieu avant son entrée en vigueur.

Les contrats autorisant l'accomplissement de tout acte au titre du droit d'auteur qui étaient en cours immédiatement avant l'entrée en vigueur de cette loi continueront d'avoir effet comme s'ils se rapportaient à ce droit d'auteur tel qu'il est régi par ladite loi.

9. Pourriez-vous préciser si votre législation protège le droit de suite prévu à l'article 14^{ter} de la Convention de Berne?

La législation prévoit un droit de suite. Voir l'article 12 de la Loi sur le droit d'auteur.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

10. Pourriez-vous donner la définition d'un signe selon votre législation nationale et expliquer dans quelles conditions il peut faire l'objet d'une protection?

Un signe susceptible de faire l'objet d'une protection s'entend d'une formule, d'une marque, d'un en-tête, d'une vignette, d'une étiquette, d'un nom, d'une signature, d'un mot, d'une lettre, d'un chiffre, ou toute combinaison de ces éléments. Voir l'article 67 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

11. Pourriez-vous spécifier si les services peuvent ou non faire l'objet d'une protection dans le cadre de votre législation sur les marques de fabrique ou de commerce? Pourriez-vous préciser si un signe tel que le nom commercial peut faire l'objet d'une protection et indiquer si des éléments tels que les sons, les parfums et les contenants peuvent aussi en bénéficier?

Les services ne peuvent pas faire l'objet d'une protection à l'heure actuelle, mais une disposition du projet de loi permettra de protéger les marques de service. Les marques de fabrique ou de commerce peuvent faire l'objet d'une protection. Les sons, les parfums et les contenants peuvent également être protégés lorsqu'ils peuvent entrer dans la définition des marques. Pour la définition des marques, voir l'article 67 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce telle que notifiée.

12. Pourriez-vous expliquer quelles sont les obligations d'usage prévues, le cas échéant, comme condition de l'enregistrement? À cet égard, pourriez-vous également préciser la définition de l'usage et les conditions de maintien de l'enregistrement?

Lorsqu'une marque de fabrique ou de commerce n'est pas utilisée pendant une durée de cinq ans ou plus, une marque utilisée ou dont l'utilisation est projetée pourra être enregistrée; la première marque pourra être radiée du registre en ce qui concerne les produits pour lesquels elle a été enregistrée, si une personne intéressée en fait la demande auprès du tribunal ou du Directeur de l'enregistrement, au choix du demandeur, pour l'un des motifs ci-après:

- a) la marque de fabrique ou de commerce a été enregistrée alors que le déposant de la demande d'enregistrement n'avait pas de bonne foi l'intention de l'utiliser pour ces produits, et il n'y a pas eu usage de bonne foi de la marque pour ces produits, par celui qui en était le propriétaire, jusqu'à une date antérieure d'un mois à celle de la demande; ou
- b) une période ininterrompue de cinq ans ou plus s'est écoulée pendant laquelle la marque a été enregistrée sans être utilisée de bonne foi pour lesdits produits par quiconque en était le propriétaire, jusqu'à une date antérieure d'un mois à celle de la demande.

Cependant, s'il est démontré qu'avant la date pertinente ou pendant la période visée, selon le cas, la marque de fabrique ou de commerce a été utilisée de bonne foi par un propriétaire pour des produits répondant à la même description que ceux sur lesquels porte la demande, la demande de radiation pour non-usage sera refusée à l'égard des produits pour lesquels la marque a été enregistrée.

13. Pourriez-vous confirmer si, en vertu de votre législation, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut ou non être indéfiniment renouvelé?

L'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut être indéfiniment renouvelé, sous réserve du paiement de la taxe prescrite.

14. Pourriez-vous décrire les obligations spéciales, s'il y a lieu, prévues par votre législation concernant l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce?

Prière de se reporter à la question n° 12 ci-dessus.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

15. Pourriez-vous expliquer si l'autorité responsable de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce peut refuser une demande d'enregistrement si la marque de fabrique ou de commerce contient une indication géographique?

Elle ne peut pas refuser, dès lors que la demande répond aux critères des marques de certification.

16. Pourriez-vous préciser quelle est la définition d'une indication géographique dans votre législation?

La législation en vigueur n'a pas prévu d'indications géographiques, sauf pour les marques de certification. Une marque de certification s'entend d'une "marque qui permet, pour n'importe quel produit, de distinguer au cours d'opérations commerciales les produits certifiés par une personne quant à leur origine, leur composition, leur méthode de fabrication, leur qualité, leur validité ou autre caractéristique, des produits non certifiés de la sorte". Une telle marque pourra être enregistrée dans la Partie A du registre comme marque de certification pour ces produits au nom de cette personne, en tant que titulaire:

Sous réserve qu'une marque ne puisse être ainsi enregistrée au nom d'une personne qui effectue le commerce des produits du type certifié.

17. Pourriez-vous indiquer et expliquer les dispositions de votre législation établissant un lien, le cas échéant, entre les caractéristiques d'une indication et son origine géographique?

Prière de se reporter à la réponse donnée à la question n° 16.

18. Pourriez-vous indiquer comment votre législation accorde une protection additionnelle aux vins et spiritueux? Veuillez citer, le cas échéant, d'autres types de produits visés par cette protection additionnelle.

Aucune protection additionnelle, sauf pour les marques de certification.

19. Pourriez-vous expliquer comment les exceptions visées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC sont utilisées dans votre juridiction? Pourriez-vous fournir des exemples d'utilisation

des exceptions par les tribunaux ou des listes de noms considérées comme génériques dans votre juridiction?

La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce ne prévoit pas d'exception et une protection est offerte pour les marques de certification.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

20. Pourriez-vous indiquer si, en vertu de votre législation, la protection s'étend ou non aux dessins et modèles dictés essentiellement par des considérations techniques ou fonctionnelles? Veuillez expliquer comment les dessins et modèles de textiles sont protégés.

En vertu de la législation, un dessin ou modèle industriel est une combinaison de lignes ou de couleurs ou de ces deux éléments, et toute forme tridimensionnelle, qu'elle soit ou non associée à des couleurs, est un dessin ou modèle industriel si elle a été conçue par son créateur comme un modèle ou un motif destiné à être reproduit selon un procédé industriel et non seulement en vue d'obtenir un résultat technique. Voir l'article 12 de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles telle que notifiée.

La protection des dessins et modèles de textiles est assurée par l'interdiction faite à tout tiers ou toute personne d'accomplir, sans l'autorisation du titulaire, les actes ci-après:

- a) reproduire le dessin ou modèle au cours de la fabrication d'un produit;
- b) importer, vendre ou utiliser à des fins commerciales un produit reproduisant le dessin ou modèle; et
- c) détenir un tel produit dans le but de le vendre ou de l'utiliser à des fins commerciales.

21. Pourriez-vous indiquer comment votre législation protège le titulaire d'un dessin ou modèle de l'importation d'articles portant ou comportant ce dessin ou modèle ou une copie de celui-ci?

Voir la réponse donnée à la question n° 20.

22. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit ou non le droit de délivrer une licence obligatoire pour les dessins et modèles industriels?

Elle ne le prévoit pas.

23. Pourriez-vous spécifier quelle est la durée de la protection offerte aux dessins et modèles industriels dans votre législation?

La durée de protection est de cinq ans lors du premier dépôt, suivis de deux périodes supplémentaires de cinq ans chacune, soit 15 années au total.

F. BREVETS

24. Pourriez-vous indiquer comment votre législation définit les notions suivantes: nouveauté, inventivité et application industrielle?

Une invention:

- a) est nouvelle si elle n'est pas comprise dans l'état de la technique;
- b) résulte d'une activité inventive si elle ne découle pas de manière évidente de l'état de la technique soit quant à la méthode, l'application ou la combinaison de méthodes, ou au produit qu'elle concerne, soit quant au résultat industriel qu'elle produit; et
- c) est susceptible d'application industrielle si elle peut être fabriquée ou utilisée dans tout genre d'industrie, y compris l'agriculture.

Voir l'article 1.2 a) b) et c) de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles telle que notifiée.

25. Pourriez-vous indiquer si votre législation sur les brevets, ou toute autre législation, prévoit la possibilité de jouir de droits de brevet sans aucune exclusion? S'il existe des exclusions, veuillez indiquer avec précision comment elles sont appliquées d'un point de vue juridique et pratique.

En vertu de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles notifiée, la jouissance des droits de brevet comporte quelques exclusions. Aux termes de l'article 6.3 et 6.4 de ladite loi:

Les droits de brevet ne portent pas sur:

- a) les actes accomplis à titre privé à une échelle non commerciale;
- b) l'usage de l'invention en vue de la recherche scientifique, y compris l'expérimentation menée sur l'invention aux fins de tester ou d'améliorer cette dernière;
- c) l'usage de l'invention à des fins d'enseignement;
- d) la préparation de médicaments prescrite sur ordonnance; ou
- e) les expériences visant à obtenir l'approbation réglementaire pour commercialiser un produit à l'expiration du brevet;
- f) les actes accomplis par rapport à un produit protégé par le brevet après que le produit ait été licitement vendu dans quelque pays que ce soit, sauf lorsque le brevet prévoit une application particulière du produit, auquel cas celle-ci continuera d'être réservée au titulaire du brevet, nonobstant le présent article; et
- g) l'usage d'articles à bord d'un aéronef, d'un véhicule terrestre ou d'un navire qui pénètre temporairement ou accidentellement dans l'espace aérien, sur le territoire ou dans les eaux du Nigéria.

26. Pourriez-vous indiquer si des inventions ne peuvent être brevetées pour des raisons d'ordre public ou de moralité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation. Précisez également si celle-ci a été appliquée dans la pratique.

C'est effectivement le cas. Un brevet ne peut être valablement délivré pour une invention dont la publication ou l'exploitation serait contraire à l'ordre public ou à la moralité. Voir l'article 1.4 b) de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles telle que notifiée.

27. Pourriez-vous expliquer si les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales sont exclues de la brevetabilité dans votre législation? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.

La Loi sur les brevets et les dessins et modèles ne contient pas de dispositions explicites sur la brevetabilité des méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales. Toutefois, un projet de loi soumis au Parlement contient une disposition excluant les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales de la brevetabilité.

28. Pourriez-vous expliquer si les végétaux et les animaux et les procédés essentiellement biologiques sont exclus de la brevetabilité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.

Les végétaux, les animaux et les procédés essentiellement biologiques sont exclus de la brevetabilité. L'article 1.4 a) de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles notifiée prescrit qu'un brevet ne peut être valablement délivré pour les variétés végétales ou les races animales, ou les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux (autres que les procédés microbiologiques et les produits qu'ils permettent d'obtenir).

29. Pourriez-vous décrire comment les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques, les procédés microbiologiques et les variétés végétales sont protégés dans votre législation? Veuillez expliquer, à cet égard, les parties pertinentes de votre législation.

La Loi ne prévoit pas leur protection par un brevet. Voir l'article 1.4 de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles telle que notifiée.

30. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège le titulaire d'un droit de brevet de l'importation et de l'offre à la vente d'une invention brevetée?

La Loi sur les brevets et les dessins et modèles instaure la protection du titulaire d'un droit de brevet contre l'importation et l'offre à la vente d'une invention brevetée. L'article 6.1 prévoit qu'un brevet confère à son titulaire le droit d'empêcher toute autre personne d'accomplir les actes ci-après:

- a) dans les cas où l'objet du brevet est un produit, fabriquer, importer, vendre ou utiliser le produit, ou l'entreposer aux fins de le vendre ou l'utiliser; et
- b) dans les cas où l'objet du brevet est un procédé, appliquer le procédé ou accomplir à l'égard d'un produit obtenu directement par ce procédé tout acte visé à l'alinéa précédent.

Le titulaire du droit de brevet a la faculté d'agir en justice et d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre de l'auteur d'une atteinte à ses produits brevetés. Des dommages-intérêts pourront lui être accordés pour l'atteinte portée à son produit. Le titulaire du brevet peut céder son invention à un ayant droit. Il peut également le donner en licence aux fins de l'exploitation de l'invention.

Le titulaire du droit peut exploiter commercialement son invention et aussi percevoir une redevance de la part des organismes publics qui exploitent commercialement son invention brevetée.

Le titulaire d'un brevet a le droit, s'il le souhaite, de renoncer à son invention brevetée en adressant une déclaration écrite à cet effet au Directeur de l'enregistrement des brevets.

31. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit une protection par brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture? Dans l'affirmative, pourriez-vous spécifier à quel texte légal il convient de se reporter?

Oui, cette protection est prévue. Voir l'article premier de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles.

32. Pourriez-vous préciser si la protection d'un procédé par brevet, prévue par votre législation, vise le produit obtenu directement par ce procédé?

La protection d'un procédé offerte par la Loi sur les brevets et les dessins et modèles vise le produit obtenu directement par ce procédé. Aux termes de l'article 6.1 b) de la loi, dans les cas où l'objet du brevet est un procédé, il est interdit aux tiers d'appliquer le procédé ou d'accomplir, à l'égard d'un produit obtenu directement par le procédé, les actes de fabriquer, d'importer, de vendre ou d'utiliser le produit, ou de le détenir aux fins de le vendre ou de l'utiliser. Le titulaire du brevet a un droit exclusif d'exploiter commercialement le produit obtenu par le procédé de son invention brevetée.

33. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit, le cas échéant, des conditions additionnelles, autres que la divulgation suffisamment claire de l'invention stipulée à l'article 29 de l'Accord sur les ADPIC (par exemple la production d'une justification aux fins de l'accès à des matériels génétiques ou le consentement éclairé préalable à l'utilisation)? S'il est prévu des conditions additionnelles de ce type, veuillez préciser la législation pertinente et décrire ces conditions en détail.

Il n'existe aucune prescription autre que la divulgation suffisamment claire de l'invention.

34. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des exceptions limitées aux droits exclusifs conférés par un brevet? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la législation pertinente.

La Loi sur les brevets et les dessins et modèles prévoit certaines exceptions aux droits exclusifs conférés par un brevet. Voir l'article 6.3 et 6.4 de la loi telle que notifiée.

35. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non un régime de licences obligatoires? Dans l'affirmative, veuillez préciser les conditions dans lesquelles une licence obligatoire peut être accordée. En particulier, veuillez indiquer comment, aux fins de l'autorisation de l'utilisation, sont examinées les circonstances qui lui sont propres.

La Loi sur les brevets et les dessins et modèle prévoit des dispositions précises concernant l'octroi des licences obligatoires. Elles sont exposées en détail à l'article 11 et dans la Partie 1 de l'annexe I de la loi.

36. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit explicitement qu'un candidat utilisateur s'est efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit, suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et que ses efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable? Dans ce contexte, comment définissez-vous l'expression "délai raisonnable"? Pourriez-vous par ailleurs expliquer comment votre législation garantit que l'utilisation d'une licence obligatoire est autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du Membre qui a autorisé cette utilisation?

Un candidat utilisateur doit convaincre le tribunal qu'il s'est trouvé dans l'incapacité d'obtenir une licence, suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et dans un délai raisonnable. Le délai raisonnable est déterminé par les circonstances de l'espèce. La législation

n'offre pas cette garantie. Cependant, une disposition a été ajoutée dans le projet de loi, conformément à l'article 31 f) de l'Accord sur les ADPIC.

37. Pourriez-vous préciser si votre législation accorde une protection additionnelle aux innovations après l'expiration de la période de 20 ans pendant laquelle la protection par brevet est conférée?

La Loi sur les brevets et les dessins et modèles n'accorde pas de protection additionnelle aux innovations après l'expiration de la période de 20 ans pendant laquelle la protection par brevet est conférée.

38. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit le renversement de la charge de la preuve pour les brevets de procédé?

La Constitution de la République fédérale du Nigéria dispose que toute personne accusée d'avoir commis une infraction pénale sera présumée innocente tant que sa culpabilité n'aura pas été établie. Cependant, la loi impose à quiconque invoque un fait particulier la charge de l'établir.

G. SCÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

39. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège les topographies?

Elle ne les protège pas. Cependant, le projet de loi prévoit à l'égard des topographies des mesures qui sont conformes à l'article 35 de l'Accord sur les ADPIC.

40. Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation nationale protège le détenteur d'un droit de l'importation, la vente ou la distribution illégales, à des fins commerciales, de topographies, notamment les circuits intégrés ou autres articles dans lesquels une topographie est incorporée, conformément à l'article 36 de l'Accord sur les ADPIC?

Voir la réponse donnée à la question n° 39.

41. Pourriez-vous expliquer comment votre législation institue la dérogation aux dispositions de l'article 36 spécifiée à l'article 37 de l'Accord sur les ADPIC dans le cas où une personne ne savait pas ou n'avait pas de raison valable de savoir, lorsqu'elle a acquis un circuit intégré ou un article l'incorporant, qu'il contenait une topographie illicite?

Voir la réponse donnée à la question n° 39.

42. Pourriez-vous indiquer la durée de la protection conférée aux topographies par votre législation?

Voir la réponse donnée à la question n° 39.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

43. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non une durée de protection définie pour les renseignements non divulgués? Dans l'affirmative, précisez cette durée.

Elle ne prévoit pas une durée de protection définie. Cependant, un projet de loi concernant la concurrence déloyale instaure la protection des renseignements non divulgués, conformément à l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC.

44. Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit l'expression "renseignements non divulgués"?

Voir la réponse donnée à la question n° 43.

45. Pourriez-vous indiquer comment votre législation définit les données communiquées aux pouvoirs publics ou à leurs organismes?

La Loi sur les médicaments et les produits connexes (enregistrement, etc.) prévoit la protection des données résultant d'essais concernant des produits pharmaceutiques qui sont communiquées aux pouvoirs publics pour obtenir l'approbation de la commercialisation de ces produits au Nigéria. Elle contient par ailleurs des dispositions relatives à l'enregistrement des produits pharmaceutiques, des produits cosmétiques et des appareils médicaux et prévoit également la protection des renseignements ou des données résultant d'essais non divulgués.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

46. Pourriez-vous décrire comment votre législation permet une action efficace contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle?

Les droits de propriété intellectuelle sont protégés de la même manière que les autres droits exclusifs, par exemple par le paiement de dommages-intérêts et le prononcé d'injonctions.

47. Pourriez vous indiquer si votre législation prévoit ou non un mécanisme pour faire appel de décisions administratives finales devant les organes judiciaires?

Toute décision administrative finale est susceptible d'être attaquée devant les juridictions de droit commun, à savoir la Haute Cour fédérale, la Cour d'appel et la Cour suprême.

48. Pourriez-vous décrire les modalités selon lesquelles votre législation autorise les juges à ordonner la production d'éléments de preuve par la partie adverse? Veuillez fournir des renseignements précis sur les mesures qui sont prises pour assurer la protection des renseignements confidentiels.

Le système est identique à celui qui a été obtenu dans le système de *Common Law* applicable au Royaume-Uni.

49. Pourriez-vous citer les dispositions de votre législation qui autorisent les juges à ordonner à un défendeur de cesser de porter atteinte à un droit?

Outre les pouvoirs implicites reconnus en *Common Law* aux juridictions supérieures, le juge a le pouvoir de prononcer des injonctions ordonnant au défendeur de cesser de porter atteinte à un droit. Elles peuvent être interlocutoires ou définitives (par exemple article 25 de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles, article 15 de la Loi sur le droit d'auteur, telles que notifiées).

50. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le versement au détenteur du droit de dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage qu'il a subi?

Voir la réponse donnée à la question n° 49.

51. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le paiement des frais du détenteur du droit par le contrevenant?

Voir la réponse donnée à la question n° 49.

52. Pourriez-vous indiquer si et, dans l'affirmative, comment les juges sont habilités à ordonner que les marchandises qui portent atteinte à un droit soient écartées des circuits commerciaux ou détruites?

En vertu des pouvoirs qui leur sont inhérents ou leur sont conférés par la loi, les tribunaux peuvent ordonner la destruction des marchandises qui portent atteinte à un droit (par exemple Loi sur le droit d'auteur, Loi sur les droits de douane et d'accise, Loi sur les brevets et les dessins et modèles, et Loi sur les marques de produits).

53. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à faire indemniser un défendeur en cas d'usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits par le requérant?

Les tribunaux ont le pouvoir d'ordonner au requérant de constituer une caution destinée à réparer tout dommage causé au défendeur du fait de l'action engagée contre lui (par exemple article 22 de la Loi sur le droit d'auteur).

54. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC?

Les autorités judiciaires sont habilitées à ordonner l'adoption de mesures provisoires rapides et efficaces:

- a) pour empêcher la commission d'un acte portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle et, en particulier, pour empêcher l'introduction dans les circuits commerciaux relevant de leur compétence de marchandises, y compris des marchandises importées immédiatement après leur dédouanement; et
- b) pour sauvegarder les éléments de preuve pertinents relatifs à cette prétendue atteinte.

55. Pourriez-vous indiquer quelles sont les autorités compétentes relevant de votre juridiction auxquelles les détenteurs de droits doivent adresser leur demande visant à faire suspendre la mise en circulation de marchandises de contrefaçon par les autorités douanières?

Le Directeur général des douanes est l'autorité compétente à laquelle les détenteurs de droits doivent adresser leur demande visant à faire suspendre la mise en circulation de marchandises de contrefaçon.

56. Pourriez-vous indiquer s'il existe ou non des procédures pour suspendre l'exportation de marchandises de contrefaçon?

La Loi sur l'administration des douanes et accises, figurant dans le chapitre 84 des Lois de la Fédération du Nigéria, prévoyait des procédures permettant de suspendre l'exportation de marchandises de contrefaçon.

57. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non une exception pour les importations *de minimis*?

La Loi sur l'administration des douanes et accises, figurant dans le chapitre 84 des Lois de la Fédération du Nigéria, prévoyait une exception pour les importations *de minimis*.

58. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC?

La Loi sur les marques comme la Loi sur le droit d'auteur instaurent des procédures pénales pour les actes de contrefaçon de marques de fabrique ou de commerce et les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur.

Question additionnelle

Ayant noté que les projets de modification des lois nigérianes en matière de propriété intellectuelle sont actuellement examinés par le gouvernement nigérian dans le but de permettre au Nigéria de se conformer aux obligations qu'il a contractées dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, veuillez préciser quand les projets de loi attendus:

- a) seront promulgués au Nigéria, et
- b) entreront en vigueur en tant que lois au Nigéria.

Les lois seront promulguées dès que les projets auront été adoptés par l'Assemblée nationale et approuvés par le Président.

V. RÉPONSE À UNE QUESTION POSÉE PAR LE JAPON

DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

Veuillez donner des explications sur les exceptions ou exemptions concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée éventuellement prévues par la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, comme l'autorisent les articles 3 et 4 de l'Accord sur les ADPIC.

La Loi nigériane sur le droit d'auteur ne prévoit aucune exception ni exemption concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée.

À part les dispositions prévoyant que le droit d'auteur peut être accordé en vertu de la nationalité ou du domicile (voir l'article 2.1)) ou par rapport au pays d'origine (voir l'article 3.1)) et les dispositions spéciales applicables aux œuvres de l'administration publique ou d'organismes internationaux (voir l'article 4.1)), le Décret de 1999 portant modification de la Loi prévoit que le droit d'auteur est appliqué conformément aux accords internationaux (voir l'article 4A).

En vertu de cette disposition:

- 1) le droit d'auteur est conféré en vertu du présent article à l'égard de toute œuvre si:
 - a) à la date de sa première publication, au moins l'un des auteurs est:
 - i) une personne physique citoyenne d'un pays ou domiciliée dans un pays; ou

- ii) une personne morale établie par ou en vertu des lois d'un pays qui est lié par une obligation découlant d'un traité ou autre accord international auquel le Nigéria est partie;
- b) l'œuvre est publiée pour la première fois:
 - i) dans un pays lié par une obligation découlant d'un traité ou autre accord international auquel le Nigéria est partie;
 - ii) par l'Organisation des Nations Unies ou l'une quelconque de ses institutions spécialisées;
 - iii) par l'Organisation de l'Unité africaine; ou
 - iv) par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest;
- 2) quand se pose la question de savoir si un pays est lié par une obligation découlant d'un traité ou autre accord international auquel le Nigéria est partie, un certificat à cet effet émanant de la Commission constituera une preuve incontestable de ce fait.

VI. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LA SUISSE

A. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

1. Veuillez indiquer comment l'article 62:2 de l'Accord sur les ADPIC est mis en œuvre dans votre législation et préciser combien de temps il faut, en moyenne, pour faire enregistrer une marque de fabrique ou de commerce. Veuillez indiquer les dispositions pertinentes à cet égard.

Toute personne qui souhaite faire enregistrer une marque de fabrique ou de commerce peut adresser une demande au Directeur de l'enregistrement, selon la procédure prescrite, aux fins de savoir si, à première vue, ladite marque de fabrique ou de commerce paraît en soi de nature ou propre à distinguer des produits. Le Directeur de l'enregistrement est habilité à communiquer le renseignement réclamé. Le candidat lui adresse alors une demande selon la procédure prescrite aux fins de faire enregistrer la marque de fabrique ou de commerce. Si la demande est acceptée, le Directeur de l'enregistrement fait publier un avis à cet effet au Journal des marques. Dans un délai de deux mois, toute personne peut l'aviser, selon la procédure prescrite, de son opposition à cet enregistrement. Après avoir écouté les parties impliquées dans l'affaire, il prend une décision en connaissance de cause. Si en revanche, à l'expiration du délai de deux mois, il n'y a pas eu d'opposition formée à l'encontre de l'enregistrement, le propriétaire de la marque lui demande, selon la procédure prescrite, le certificat d'enregistrement. L'enregistrement a une durée de sept ans, susceptible d'être renouvelée pour une durée de 14 ans sur paiement des taxes prescrites. La procédure d'enregistrement est accomplie dans un délai raisonnable à compter de la date de dépôt de la demande. Voir la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce telle que notifiée.

Question complémentaire

Veuillez indiquer si votre loi dispose que l'enregistrement d'une marque sera renouvelable indéfiniment, comme l'exige l'article 18 de l'Accord sur les ADPIC.

[Aucune réponse communiquée]

B. BREVETS

2. Votre législation prévoit-elle la protection par brevet des inventions de produit ou de procédé dans tous les domaines technologiques? Y a-t-il des exceptions? Dans l'affirmative, veuillez indiquer quelles sont ces exceptions et en quoi elles sont compatibles avec l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC.

La législation prévoit quelques exceptions. Elles font l'objet des alinéas 4 et 5 de l'article premier de la loi notifiée, qui indiquent dans quelle mesure elles sont compatibles avec l'Accord.

3. Votre législation reconnaît-elle, conformément à l'article 27:1 lu conjointement avec l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, que l'importation équivaut à "l'exploitation" d'un brevet (et exclut-elle, par conséquent, la concession de licences obligatoires si le produit est importé)?

[Aucune réponse communiquée]

4. Votre législation soumet-elle la concession de licences obligatoires à toutes les conditions énumérées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez indiquer les dispositions pertinentes à cet égard.

Oui. Voir l'article 11 et l'annexe I de la loi notifiée.

5. Le principe du renversement de la charge de la preuve en cas de litige en matière de brevets de procédé est-il inscrit dans votre législation? Veuillez indiquer les dispositions pertinentes à cet égard.

La Constitution de la République fédérale du Nigéria prévoit que toute personne accusée d'avoir commis une infraction pénale sera présumée innocente tant que sa culpabilité n'aura pas été établie. Cependant, la loi impose à celui qui invoque un fait particulier la charge de l'établir.

Question complémentaire

Dans votre réponse, vous dites que "la Loi impose à celui qui invoque un fait particulier la charge de l'établir". Veuillez indiquer si cette règle s'applique aussi dans les procès portant sur des brevets de procédé, ou si votre loi prévoit pour ce cas particulier, conformément à l'article 34 de l'Accord sur les ADPIC, le principe du renversement de la charge de la preuve.

[Aucune réponse communiquée]

C. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

6. Veuillez expliquer de manière détaillée si votre législation garantit que les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture sont protégées contre la divulgation et contre l'exploitation déloyale dans le commerce par un concurrent, en interdisant, par exemple, à un second déposant d'invoquer ou de mentionner les données initiales du premier déposant lorsqu'il demande ultérieurement une autorisation de mise sur le marché pour un produit similaire. Votre législation prévoit-elle des exceptions en la matière? Dans l'affirmative, dans quelles conditions ces exceptions seraient-elles applicables? Votre législation prévoit-elle une période déterminée de protection des données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le premier déposant?

Nous restons en contact avec les organismes publics concernés en vue d'obtenir des renseignements s'il y a lieu.

D. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

7. Veuillez indiquer les mesures correctives prévues par votre législation qui permettent de prévenir efficacement les atteintes aux droits de propriété intellectuelle.

Les réparations prévues en cas d'atteinte à des droits de propriété intellectuelle sont les mêmes que celles qui sont accordées dans toute procédure correspondante en cas de violation d'autres droits de propriété (dommages-intérêts, injonctions, reddition de comptes, etc.). Par exemple article 27 de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles et article 15 de la Loi sur le droit d'auteur telles que notifiées.

8. Veuillez décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle dans votre pays, notamment au plan pénal.

Une commission examine actuellement la législation en vue d'améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle.

VII. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

A. GÉNÉRALITÉS

1. Veuillez indiquer, pour chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la manière dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont accordés aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

Le Nigéria respecte les obligations qui lui incombent et les pratiques qui en découlent en accordant aux ressortissants des autres Membres de l'OMC un traitement conforme à l'Accord sur les ADPIC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez indiquer si et en quoi la législation nigériane sur le droit d'auteur est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, qui prévoit que les Membres se conformeront aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne (1971), excepté à l'article 6bis, les Membres n'ayant pas de droits ni d'obligations en ce qui concerne ce dernier article au titre de l'Accord sur les ADPIC.

La législation qui assure la protection des droits d'auteur au Nigéria est la Loi sur le droit d'auteur. Elle protège six catégories d'œuvres, dont les œuvres littéraires et artistiques qui sont définies de manière très large. Ses dispositions sont pleinement conformes aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne (1971) et à l'annexe de ladite convention, comme le prescrit l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC.

3. Veuillez indiquer comment la législation nigériane sur le droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires et les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

- a) Les programmes d'ordinateur sont définis en tant qu'œuvres littéraires et protégés comme tels en vertu de la Loi sur le droit d'auteur. Les auteurs d'œuvres littéraires jouissent du droit exclusif de contrôler l'accomplissement des actes énumérés ci-après:
- i) reproduire l'œuvre sous une forme matérielle;
 - ii) publier l'œuvre;
 - iii) représenter ou exécuter l'œuvre en public;
 - iv) produire, reproduire, représenter ou exécuter ou publier une traduction de l'œuvre;
 - v) réaliser un film cinématographique ou un enregistrement portant sur l'œuvre;
 - vi) diffuser ou communiquer l'œuvre au public au moyen d'un haut-parleur ou de tout autre dispositif analogue;
 - vii) faire une adaptation de l'œuvre;
 - viii) mettre en circulation dans le public, à des fins commerciales, des exemplaires de l'œuvre, dans le cadre d'un contrat de location, de location-vente ou de prêt, ou d'un contrat analogue;
 - ix) accomplir par rapport à une traduction ou une adaptation de l'œuvre l'un des actes mentionnés à propos de l'œuvre aux alinéas i) à iv) du présent paragraphe.
- b) Les compilations de données sont protégées en tant qu'œuvres littéraires.

4. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC prévoit la possibilité d'obtenir des droits de location pour les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation nigériane sur le droit d'auteur.

La législation prévoit un droit de location. Elle s'applique aux œuvres littéraires et musicales, aux films cinématographiques, aux enregistrements sonores et radiodiffusions. Dans tous ces cas, le titulaire a le droit exclusif de mettre en circulation dans le public, à des fins commerciales, des exemplaires de l'œuvre dans le cadre d'un contrat de location, de location-vente ou de prêt, ou d'un contrat analogue.

5. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection prévues par la législation sur le droit d'auteur pour une œuvre autre qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition correspondante.

La durée et les modalités de la protection pour une œuvre autre qu'une œuvre photographique est de 70 ans après la fin de l'année du décès de l'auteur; pour le gouvernement ou une personne morale, 70 ans après la fin de l'année au cours de laquelle l'œuvre a été publiée pour la première fois. Voir l'annexe I de la Loi sur le droit d'auteur telle que notifiée.

6. Veuillez décrire la protection prévue par la législation sur le droit d'auteur pour les artistes interprètes ou exécutants et en indiquer la durée.

Les droits des artistes interprètes ou exécutants, dénommés "droits voisins" dans la Loi sur le droit d'auteur, sont protégés au titre de ladite loi. Un artiste interprète ou exécutant a un droit de contrôle exclusif sur la représentation ou l'exécution, l'enregistrement, l'adaptation, la location, la radiodiffusion de son œuvre, ainsi que sur sa reproduction sous toute forme matérielle. Le droit de l'artiste interprète ou exécutant continue d'exister jusqu'à l'expiration d'une période de 50 ans suivant la fin de l'année au cours de laquelle la représentation ou l'exécution a eu lieu pour la première fois.

7. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC prévoit que les producteurs de phonogrammes jouiront du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Conformément à cet article, les producteurs de phonogrammes auront le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire comment la législation nigériane sur le droit d'auteur assure la mise en œuvre de ces obligations et indiquer la durée de la protection.

Le droit d'auteur sur les enregistrements sonores (article 6) comprend le droit de contrôle exclusif au Nigéria sur la reproduction directe ou indirecte, la radiodiffusion ou la communication au public de la totalité ou d'une partie substantielle de l'enregistrement sous sa forme originale ou sous une forme dérivée de façon reconnaissable de l'original. Il comprend également le droit de contrôle sur la mise en circulation dans le public, à des fins commerciales, des exemplaires de l'œuvre, dans le cadre d'un contrat de location, de location-vente ou de prêt, ou d'un contrat analogue. L'article applicable est rédigé en ces termes:

- 1) Le droit d'auteur sur un enregistrement sonore confère un droit de contrôle exclusif au Nigéria sur:
 - a) la reproduction directe ou indirecte, la radiodiffusion ou la communication au public de la totalité ou d'une partie substantielle de l'enregistrement sous sa forme originale ou sous une forme dérivée de façon reconnaissable de l'original;
 - b) la mise en circulation dans le public, à des fins commerciales, des exemplaires de l'œuvre, dans le cadre d'un contrat de location, de location-vente ou de prêt, ou d'un contrat analogue.

En outre, l'article 14 donne des précisions sur le type d'actes qui équivaldraient à une atteinte aux droits sur les enregistrements sonores en prévoyant qu'il est porté atteinte au droit d'auteur par toute personne qui, sans le consentement ou l'autorisation du titulaire du droit d'auteur:

- a) accomplit ou fait accomplir par autrui un acte relevant du champ d'application du droit d'auteur;
- b) expose en public un objet qui porte atteinte au droit d'auteur en vertu du sous-alinéa a) du présent alinéa;
- c) met en circulation commercialement, offre aux fins de la vente, ou de la location ou de toute autre opération ou à toutes autres fins préjudiciables au titulaire du droit d'auteur, tout objet portant atteinte au droit d'auteur en vertu du sous-alinéa a) du présent alinéa.

La durée des droits accordés sur les enregistrements sonores est de 50 ans à compter de la fin de l'année au cours de laquelle l'enregistrement a été réalisé pour la première fois.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

8. Veuillez décrire l'objet dont peut être constituée une marque de fabrique ou de commerce conformément à la législation nigériane sur les marques.

Une marque de fabrique ou de commerce peut être constituée d'une formule, d'une marque, d'un en-tête, d'une vignette, d'une étiquette, d'un nom, d'une signature, d'un mot, d'une lettre, d'un chiffre, ou de toute combinaison de ces éléments. Voir l'article 67 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

9. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour enregistrer une marque de fabrique ou de commerce au Nigéria, en citant les dispositions pertinentes de la loi, et mentionner les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

La procédure à suivre pour enregistrer une marque de fabrique ou de commerce au Nigéria figure dans les articles 23 à 65 du Règlement sur les marques (chapitre 436, Lois de la Fédération du Nigéria, 1990).

Avant de déposer une demande aux fins de faire enregistrer une marque de fabrique ou de commerce auprès du Registre des marques de fabrique ou de commerce d'Abuja, le déposant ou son mandataire peut mener une recherche préliminaire afin de vérifier que cette marque peut être enregistrée. Si tel est le cas à première vue, le déposant ou son mandataire remplit les formulaires 2, 1 et 3 requis, en y apposant dûment la date et la signature.

Le formulaire de demande est ensuite déposé sur paiement de la taxe prescrite. Le Directeur de l'enregistrement fait procéder aux recherches, aux vérifications et au traitement de la demande conformément au Règlement sur les marques. Après quoi un courrier accusant réception de la demande est rédigé et adressé au mandataire. Si la marque peut faire l'objet d'un enregistrement et n'est pas en conflit avec une marque enregistrée antérieurement, l'acceptation peut être absolue ou conditionnelle, conformément à la Règle 34 de la loi. S'il accepte la demande, que ce soit de manière absolue ou sous réserve de conditions ou limitations, le Directeur de l'enregistrement fait publier dès que possible un avis d'acceptation dans le Journal des marques; cet avis devra exposer les conditions et limitations sous réserve desquelles il a été fait droit à la demande. Dans un délai de deux mois suivant la publication, toute personne pourra former opposition contre l'enregistrement de la marque.

S'il est fait opposition à la marque de fabrique ou de commerce dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication dans le Journal, le Directeur de l'enregistrement adresse une copie de l'avis d'opposition au déposant, lequel dispose d'un mois pour lui faire parvenir selon la procédure prescrite une contre-déclaration indiquant les motifs sur lesquels il se fonde pour présenter sa demande, faute de quoi celle-ci sera réputée avoir été abandonnée. En revanche, s'il présente sa contre-déclaration, le Directeur de l'enregistrement en communique une copie à l'opposant. Dans un délai d'un mois suivant la réception de la contre-déclaration, déposant et opposant devront déposer une déclaration officielle.

Une date d'audience est ensuite fixée et communiquée aux parties. Au jour dit, le Directeur de l'enregistrement examine les éléments de preuve produits, les documents et pièces présentés. Après avoir entendu les parties, il prend en connaissance de cause une décision, laquelle pourra être attaquée devant la Haute Cour fédérale, la Cour d'appel et même devant la Cour suprême, qui est la plus haute juridiction du pays. La décision de la Cour Suprême est insusceptible de recours au Nigéria.

Le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce peut notamment jouir des droits ci-après:

- i) Le propriétaire en titre jouit du droit exclusif d'utiliser sa marque pour ces marchandises (article 5.1 de la loi).
- ii) Le titulaire de la marque ou du signe a qualité pour intenter une action en contrefaçon de marque ou encore une action dite de passing off (substitution de produits) contre tout contrefacteur qui porte atteinte à sa marque de fabrique ou de commerce; il peut également se voir accorder des dommages-intérêts ou d'autres mesures correctives comme une injonction interlocutoire interdisant au contrefacteur de poursuivre les actes constitutifs de l'atteinte. L'injonction pourra aussi être permanente, selon les circonstances de l'espèce.
- iii) Le propriétaire en titre a qualité pour céder sa marque pour quelque raison que ce soit, en même temps que la clientèle ou indépendamment de celle-ci.
- iv) Le titulaire peut également concéder une licence sur la marque.

10. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection prévues par la législation nigériane sur les marques pour une marque de fabrique ou de commerce.

Une marque de fabrique ou de commerce est enregistrée pour une durée de sept ans, renouvelable ensuite pour une durée de 14 ans sur paiement de la taxe prescrite.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

11. Veuillez indiquer en détail les modalités selon lesquelles la législation nigériane reconnaît et protège les indications géographiques, comme l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée et donner des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

La loi ne reconnaît pas expressément les indications géographiques, mais elle instaure l'enregistrement des marques de certification. Voir l'article 43 de la loi.

12. Veuillez décrire en détail comment est assuré le niveau de protection plus élevé demandé pour les vins et les spiritueux à l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée et donner des exemples d'indications géographiques pour ces produits.

Actuellement, la loi ne comporte pas de dispositions en ce sens.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

13. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins et modèles industriels en citant les dispositions de la législation nigériane et préciser la nature de la protection accordée.

Pour être susceptible d'être enregistré, un dessin ou modèle industriel doit:

- a) être nouveau au moment du dépôt de la demande; et
- b) ne pas être contraire à l'ordre public ou à la morale.

Une fois remplies les conditions qui précèdent, le dessin ou modèle industriel pourra être enregistré légalement.

Toute demande d'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel doit être présentée au Directeur de l'enregistrement et comporter:

- i) une requête aux fins de l'enregistrement du dessin ou modèle industriel;
- ii) le nom en toutes lettres et l'adresse du déposant et, si cette adresse n'est pas située au Nigéria, l'élection d'un domicile au Nigéria;
- iii) un exemplaire du dessin ou modèle industriel ou une représentation photographique ou graphique du dessin ou modèle industriel obtenue au moyen d'un cliché;
- iv) l'indication du type de produit pour lequel le dessin ou modèle industriel sera utilisé;
- v) la taxe prescrite et, le cas échéant, une déclaration signée du véritable créateur où il demandera à figurer comme tel dans le registre et indiquera ses nom et adresse, ainsi qu'un mandat signé, si la demande est faite par un mandataire.

Une même demande pourra être présentée pour un nombre quelconque de dessins ou modèles industriels ne dépassant pas 50 lorsque la personne qui demande l'enregistrement invoque une priorité obtenue à l'étranger concernant une demande antérieure déposée dans un pays lié au Nigéria par une Convention. Le requérant joindra à sa demande une déclaration écrite indiquant:

- i) la date et le numéro de la première demande;
- ii) le pays d'origine où la première demande a été déposée;
- iii) le nom de la personne qui a déposé la première demande, et

au plus tard trois mois après le dépôt de la demande, le requérant devra fournir au Directeur de l'enregistrement une copie de la première demande certifiée conforme par l'office de la propriété industrielle (ou son équivalent) dans le pays où la première demande a été déposée.

Examen de la demande d'enregistrement:

Le Directeur de l'enregistrement examine toute demande d'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel quant à sa conformité avec les prescriptions légales qui précèdent. Si la demande n'est pas en tous points conforme auxdites prescriptions, elle sera écartée; de la même façon, si la demande n'est pas en tous points conforme aux prescriptions pour ce qui est de la priorité revendiquée, il ne sera pas tenu compte de la revendication. En revanche, s'il est satisfait aux prescriptions légales d'enregistrement, le dessin ou modèle industriel est enregistré et un certificat d'enregistrement est adressé au déposant.

Le Directeur de l'enregistrement tient un registre des dessins et modèles industriels composé des duplicata des certificats d'enregistrement délivrés, accompagnés de tous autres éléments prescrits par la loi. Dès qu'il est possible après l'enregistrement du dessin ou modèle industriel, le Directeur de l'enregistrement fait procéder à la publication dans le Journal.

Nature de la protection offerte (des droits conférés) par l'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel

L'enregistrement des dessins ou modèles industriels confère au détenteur du droit un droit exclusif d'utiliser son dessin ou modèle industriel et d'interdire à tout tiers d'accomplir les actes ci-après:

- a) reproduire le dessin ou modèle industriel au cours de la fabrication d'un produit;
- b) importer, vendre ou utiliser à des fins commerciales un produit reproduisant le dessin ou modèle industriel, et
- c) détenir un tel produit dans le but de le vendre et de l'utiliser à des fins commerciales.

L'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel valable produit ses effets pendant une durée de cinq ans renouvelable deux fois de suite, à compter de la date de dépôt de la demande.

14. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

La procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins et modèles de textiles est celle prévue pour les dessins ou modèles industriels. Une fois enregistré valablement et renouvelé en temps utile, un dessin ou modèle bénéficie des protections légales offertes aux dessins ou modèles industriels enregistrés pour une durée maximale de 15 ans. Voir la réponse donnée à la question n° 13.

F. BREVETS

15. Veuillez décrire en détail la manière dont la législation nigériane sur les brevets assure la mise en œuvre de l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC en indiquant, le cas échéant, les exceptions prévues et en fournissant des précisions sur la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions correspondantes.

L'article 1.4 et 1.5 de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles indique l'étendue de la mise en œuvre assurée à l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC. En tout état de cause, une forme de protection serait prévue dans le projet de loi.

16. Veuillez indiquer en détail les droits conférés au titulaire d'un brevet par la législation nigériane sur les brevets et citer les dispositions correspondantes.

Les droits conférés au titulaire d'un brevet sont exposés à l'article 6.1 de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles. Un brevet confère à son titulaire le droit d'interdire à tout tiers d'accomplir les actes ci-après:

- a) dans les cas où l'objet du brevet est un procédé, fabriquer, importer, vendre ou utiliser le produit, ou l'entreposer aux fins de le vendre ou l'utiliser; et
- b) dans les cas où l'objet du brevet est un procédé, appliquer le procédé ou accomplir à l'égard d'un produit obtenu directement par ce procédé tout acte visé à l'alinéa précédent.

17. Veuillez décrire en détail toutes dispositions de la législation nigériane permettant une utilisation non autorisée d'un brevet en citant les dispositions correspondantes et indiquer de manière précise les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut être autorisée.

La Loi sur les brevets et les dessins et modèles notifiée prévoit quelques exclusions concernant la jouissance des droits de brevet. L'article 6.3 et 6.4 de ladite loi dispose ce qui suit:

- 3) Les droits de brevet:
- a) s'étendent seulement aux actes accomplis à des fins industrielles ou commerciales; et
 - b) ne s'étendent pas aux actes accomplis à l'égard d'un produit protégé par le brevet après que le produit a été licitement vendu au Nigéria, sauf lorsque le brevet prévoit une application particulière du produit, auquel cas celle-ci continuera d'être réservée au titulaire du brevet, nonobstant le présent article.
- 4) Dans les cas où, à la date du dépôt de la demande concernant un produit ou un procédé ou à la date de la priorité obtenue à l'étranger valablement revendiquée par rapport à la demande, une personne autre que le requérant:
- a) dirigeait une entreprise au Nigéria; et
 - b) de bonne foi et aux fins de l'entreprise, fabriquait le produit ou appliquait le procédé ou avait fait des préparatifs sérieux dans ce but, elle aura le droit (ce droit étant susceptible d'être exercé uniquement par la personne qui dirige l'entreprise à cette date), nonobstant l'octroi d'un brevet, de poursuivre la fabrication ou l'application, ou de poursuivre ou d'achever les préparatifs puis d'entreprendre la fabrication ou l'application, selon le cas, et d'accomplir à l'égard des produits obtenus tout acte visé au premier alinéa du présent article.

18. Quelle est la durée de la protection prévue pour les brevets par la législation nigériane sur les brevets? Veuillez décrire toutes dispositions prévoyant une prolongation de la durée de la protection et citer les dispositions pertinentes.

Les brevets bénéficient au Nigéria d'une durée de protection de 20 ans, non renouvelable et subordonnée au paiement des taxes annuelles prescrites.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

19. Veuillez décrire en détail la protection prévue par la législation nigériane pour les schémas de configuration de circuits intégrés, en indiquant la durée de la protection, et citer les dispositions correspondantes.

Aucune loi ne confère actuellement de protection aux schémas de configuration de circuits intégrés. Cependant, le projet de loi comporte des dispositions à cet égard, conformément à l'article 35 de l'Accord sur les ADPIC.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

20. Veuillez indiquer en détail les modalités selon lesquelles la législation nigériane protège les renseignements non divulgués, comme l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions correspondantes.

Actuellement, la législation nigériane ne répond pas aux prescriptions de l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC. Cependant, le projet de loi comporte des dispositions relatives à la protection des renseignements non divulgués conformément audit article.

21. Veuillez indiquer en détail comment la législation protège les données résultant d'essais concernant des produits pharmaceutiques ou des produits chimiques pour l'agriculture, qui sont communiquées aux pouvoirs publics pour obtenir l'approbation de la commercialisation de ces produits au Nigéria et citer les dispositions correspondantes.

La Loi sur les médicaments et les produits connexes (enregistrement, etc.) prévoit la protection des DONNÉES RÉSULTANT D'ESSAIS concernant des produits pharmaceutiques communiquées aux pouvoirs publics pour obtenir l'approbation de la commercialisation de ces produits au Nigéria. Elle contient par ailleurs des dispositions relatives à l'enregistrement des médicaments, des produits pharmaceutiques, des produits cosmétiques et des appareils médicaux et prévoit également la protection des renseignements ou des DONNÉES RÉSULTANT D'ESSAIS non divulgués. La divulgation à un tiers de ces renseignements et données constitue un délit. Il existe un projet de législation qui sera conforme à l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC.

22. Les autres personnes qui sollicitent l'approbation de la commercialisation de leur propre version d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture dont la commercialisation a déjà été approuvée peuvent-elles se fonder sur les données communiquées antérieurement par un autre déposant? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont bénéficie le premier déposant avant qu'il soit possible d'utiliser ses données?

Ces renseignements ne peuvent pas être divulgués aux personnes qui sollicitent ultérieurement l'approbation de la commercialisation. Voir également la réponse à la question n° 21 ci-dessus.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

23. Veuillez décrire en détail comment la législation nigériane permet une action efficace contre toute atteinte aux droits de propriété intellectuelle, comme l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

La législation nigériane pertinente est à la fois civile et pénale. Voir par exemple la Loi sur le droit d'auteur, la Loi sur les marques de produits et la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

24. Conformément à l'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC, les juges seront autorisés à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie lorsque celle-ci n'aura pas été en mesure d'obtenir ces éléments de la partie adverse. Veuillez indiquer les modalités selon lesquelles la législation ou réglementation nigériane accorde cette autorisation en citant les dispositions correspondantes.

Le texte qui détermine les pouvoirs des tribunaux concernant la communication de pièces et l'inspection des documents ainsi que le refus d'obtempérer à une ordonnance de communication est le Décret n° 33 (Règles 12, 20 et 22), qui énonce les Règles 2000 de la Haute Cour fédérale en matière de procédure civile.

25. Veuillez indiquer en détail l'ensemble des mesures correctives civiles auxquelles peuvent avoir recours les détenteurs de droits conformément à la législation nigériane en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Les mesures correctives civiles auxquelles peuvent avoir recours les détenteurs de droits conformément à la législation nigériane sont notamment les suivantes:

- a) Injonctions, interlocutoires, permanentes, etc.
- b) Dommages-intérêts, y compris le recouvrement des bénéfices, etc.
- c) Destruction des marchandises portant atteinte à un droit et des matériaux et instruments ayant servi à leur production.
- d) Saisie et rétention des marchandises de contrefaçon, déclaration d'abandon des marchandises portant atteinte au droit par l'importateur.
- e) Décompte des bénéfices relatifs aux marchandises portant atteinte à un droit.
- f) Confiscation des marchandises prohibées.
- g) Indemnisation de la partie injustement requise au cours de l'action intentée pour atteinte à un droit de propriété intellectuelle.
- h) Vente aux enchères publiques des marchandises abandonnées ou prohibées. Voir, par exemple, Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, Loi sur le droit d'auteur et Loi sur les brevets et les dessins et modèles.

26. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures correctives provisoires auxquelles peuvent avoir recours les détenteurs de droits conformément à la législation nigériane, en citant les dispositions pertinentes de la loi et de la réglementation concernées, et indiquer toute condition en vertu de laquelle un détenteur de droit peut se prévaloir de ces procédures et mesures correctives.

Les injonctions peuvent être impératives ou prohibitives, interlocutoires ou définitives.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

27. Veuillez décrire en détail les procédures prévues par la législation nigériane pour assurer une protection des droits à la frontière au moins en ce qui concerne les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, en indiquant l'autorité compétente et en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Le titulaire du droit d'auteur peut notifier par écrit à la Direction des douanes et de l'accise (Department of Customs and Excise) qu'il est titulaire du droit sur l'œuvre et qu'il demande à la direction de traiter comme marchandises interdites les exemplaires de l'œuvre piratée. La période spécifiée dans la notification ne devra pas dépasser cinq ans. Voir l'article 36 de la Loi sur le droit d'auteur.

Le projet de loi comporte une disposition similaire en ce qui concerne les marques de fabrique ou de commerce, conformément à l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.

28. Veuillez indiquer si les détenteurs d'autres formes de droits de propriété intellectuelle bénéficient d'une protection à la frontière et, dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures correctives prévues pour chaque forme de propriété intellectuelle en citant les dispositions pertinentes de la loi.

À l'exception des pouvoirs généraux conférés aux douanes en vertu de la Loi sur la gestion des douanes et accises (Customs and Excise Management Act), de telles dispositions ne sont pas prévues.

29. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les procédures à suivre lorsque les autorités compétentes peuvent mener une action d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes au Nigéria sont habilitées à mener une action d'office et, dans l'affirmative, préciser les domaines de propriété intellectuelle soumis à une telle action.

À l'exception des pouvoirs généraux conférés aux douanes en vertu de la Loi sur la gestion des douanes et accises, de telles dispositions ne sont pas prévues.

K. PROCÉDURES PÉNALES

30. Veuillez indiquer en détail comment la législation nigériane assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC aux termes duquel les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, incluant l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, applicables au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions pertinentes de la loi et de la réglementation concernées.

Les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur constituent des infractions aussi bien civiles que pénales. L'infraction pénale est passible d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement ou de l'ensemble de ces deux peines. Voir la Loi sur le droit d'auteur et la Loi sur les marques de produits.

31. L'article 61 dispose également que, dans les cas appropriés, les sanctions possibles incluront la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions de la législation nigériane qui prévoient de telles sanctions et indiquer les circonstances dans lesquelles ces sanctions seraient appliquées en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

En cas de condamnation prononcée au pénal pour contrefaçon ou atteinte à un droit, la Loi sur les marques de produits et la Loi sur le droit d'auteur habilitent le juge, l'une comme l'autre, à ordonner la saisie et la destruction des exemplaires en cause ou des marchandises de contrefaçon ainsi que des matériaux et équipements ayant servi à leur production.

32. L'article 61 dispose en outre que les Membres pourront prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément portant atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toutes dispositions de la législation nigériane qui prévoient ces procédures et sanctions en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Voir la réponse donnée à la question n° 31 ci-dessus.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

33. Veuillez fournir pour l'année 2000 des données statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur ou les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, en précisant le nombre des affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits ou du matériel portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.

Nous restons en contact avec les organismes publics concernés en vue d'obtenir des données statistiques détaillées.

34. Veuillez fournir pour l'année 2000 des données statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, y compris le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le système pénal décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.

Nous restons en contact avec les organismes publics concernés en vue d'obtenir des données statistiques détaillées.
